



## COMMUNIQUÉ

Pour diffusion le mercredi 31 mars

### ***Fin des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic*** **Les employés de l'État retrouvent leurs droits**

[Baie-Comeau], le 31 mars 2010. – Dans quelques heures, les conventions collectives des salariés des réseaux publics de la santé et des services sociaux, de l'éducation, de la fonction publique ainsi que des organismes gouvernementaux viendront à échéance. Ainsi, ces centaines de milliers de personnes recouvreront pleinement leurs droits fondamentaux, niés par une loi spéciale adoptée en décembre 2005.

Comme partout ailleurs au Québec, les salariés de la Côte-Nord soulignent cette journée particulière : dans les milieux de travail, les employés rencontrent leur employeur afin de lancer un message clair en vue d'un règlement satisfaisant des conventions collectives dans les meilleurs délais. Rappelons qu'au cours d'une réunion extraordinaire tenue le 29 mars dernier, les dirigeants syndicaux et les ministres concernés ont réitéré leur objectif de conclure les négociations d'ici les premiers jours d'avril.

Le décret de 2005 avait imposé aux salariés un gel des salaires et des reculs considérables dans les conventions collectives. Pour le Front commun SISP–CSN–FTQ, l'actuelle ronde de négociations doit absolument mener à des ententes négociées satisfaisantes qui contiendront des solutions tangibles aux graves problèmes que vivent nos services publics, découlant notamment de la pénurie de main-d'œuvre.

#### **Le Front commun visible partout au Québec**

Dès minuit ce soir, les salariés des réseaux publics retrouvent donc leurs droits. Ils tiennent des activités de visibilité extérieure pour souligner la fin de dispositions répressives inusitées contenues dans la loi spéciale qui prévoyait des mesures punitives majeures à l'égard de tout moyen de pression, même mineur, de la part des syndiqués. Rappelons que cette loi d'exception a été condamnée sans équivoque par le Bureau international du travail (BIT) parce qu'elle niait complètement le droit de négocier ses conditions de travail.

#### **Un dernier sprint de négociation**

Réunis au sein d'un Front commun historique, les salariés de l'État ont tout mis en œuvre pour permettre à ces négociations de se conclure de façon satisfaisante sans conflit. Depuis hier, 30 mars, les négociations se déroulent en continu pour tenter de trouver un terrain d'entente, et ce, à toutes les tables de négociation des différents réseaux.

« La dernière fois que les employés de l'État ont signé des ententes globales remonte à 1999. Plus de dix ans plus tard, qui reprochera aux salariés d'attendre une négociation diligente et de bonne foi ? Les problèmes dans les réseaux publics n'ont fait qu'empirer au cours de ces dernières années parce qu'aucune négociation n'a eu lieu pour trouver des solutions. Il y a, c'est clair, urgence d'agir », ont déclaré les porte-parole du Front commun sur la Côte-Nord, à l'occasion de l'une ou l'autre des activités de visibilité devant les différents établissements des réseaux de la santé, de l'éducation et des services gouvernementaux, où les salariés ont tenu des actions. (voir la liste exhaustive des différentes actions).

Marius Boudreau du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), Guillaume Tremblay de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et Réjean Girard de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) ont encore souligné l'importance d'en arriver à une entente négociée, non seulement pour les travailleuses et les travailleurs qu'ils représentent, mais également pour la population qui s'attend à des services de qualité davantage accessibles. De plus, comment passer sous silence l'importance économique des emplois du secteur public dans la région de la Côte-Nord ? Il est clair qu'un appauvrissement des travailleuses et des travailleurs comme le propose actuellement le gouvernement aurait un impact sur la vigueur de la reprise économique dans notre région.

### **Revendications**

Le Front commun revendique la protection du pouvoir d'achat (inflation) des 475 000 travailleuses et travailleurs qu'il représente, ainsi qu'un rattrapage salarial par rapport au secteur privé où les salaires sont plus élevés d'environ 7,7 %.

Par ailleurs, les organisations syndicales regroupées au sein du Front commun souhaitent apporter des solutions concrètes aux problèmes criants de main-d'œuvre qui pénalisent nos services de santé et sociaux, d'éducation ainsi que la fonction publique.

Le Front commun réunit tous les grands syndicats présents dans les secteurs public et parapublic, soit les organisations regroupées au sein du SISP (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), de la CSN (FSSS, FEESP, FNEEQ et FP) et de la FTQ (SCFP, SQEES, SEPB et UES).

– 30 –

### **Renseignements :**

Marius Boudreau, pour le SISP : 418 560-4735 cellulaire

Guillaume Tremblay, pour la CSN : 418 295-6722 cellulaire

Réjean Girard, pour la FTQ : 418 297-5491 cellulaire

## LISTE DES ACTIVITÉS DE VISIBILITÉ SUR LA CÔTE-NORD

<b><u>HEURE</u></b>	<b><u>LIEU</u></b>	<b><u>ACTIVITÉ</u></b>
DE 7H00 À 8H00	CÉGEP DE SEPT-ÎLES CÉGEP DE BAIE-COMEAU	PIQUETAGE ET ANIMATION PIQUETAGE ET ANIMATION
Il y aura remise d'une lettre aux représentants de la direction générale par les représentants des syndicats vers 7h30.		
PAUSE DE 10H00	ÉDIFICES GOUVERNEMENTAUX DE SEPT-ÎLES ET BAIE-COMEAU	PIQUETAGE SYMBOLIQUE
DE 11H00 À 13H00	CENTRE HOSPITALIER DE SEPT-ÎLES	PIQUETAGE ET ANIMATION
Il y aura remise d'une lettre aux représentants de la direction générale par les représentants des syndicats vers midi.		
DE 12H40 À 13H00	COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE	PIQUETAGE SYMBOLIQUE DEVANT LE CENTRE ADMINISTRATIF
VERS 12H45	TOUS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DE LA CS DU FER	PIQUETAGE SYMBOLIQUE
VERS 13H00	CENTRE SANTÉ PORT-CARTIER	DÉPÔT D'UNE LETTRE À LA DIRECTION GÉNÉRALE
	CENTRE SANTÉ HAUTE-CÔTE-NORD	DÉPÔT D'UNE LETTRE À LA DIRECTION GÉNÉRALE